RAPPORT D'ACTIVITÉS

LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

2014/2015

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Commission canadienne pour l'UNESCO

Canadian Commission for UNESCO

Conseil des arts du Canada

Canada Council for the Arts

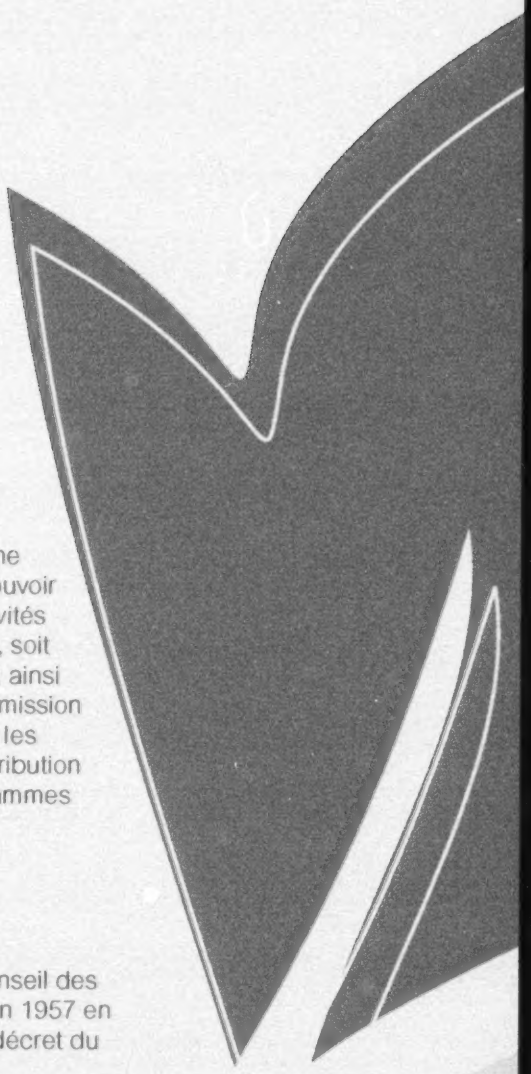
RAPPORT D'ACTIVITÉS DE LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO 2014-2015

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Commission canadienne pour l'UNESCO

Canadian Commission for UNESCO



La Commission canadienne pour l'UNESCO sert de tribune aux gouvernements et à la société civile en vue de promouvoir la participation des organismes et des individus aux activités de l'UNESCO dans les domaines relevant de son mandat, soit l'éducation, les sciences naturelles, sociales et humaines, ainsi que la culture et la communication et l'information. La Commission consulte également les membres de la société civile et les différents ordres de gouvernement pour préparer la contribution du Canada à l'UNESCO et mettre en œuvre des programmes et activités de l'Organisation au Canada.

Conseil des arts du Canada | Canada Council for the Arts

La Commission canadienne pour l'UNESCO relève du Conseil des arts du Canada. Elle a été créée par le Conseil des arts en 1957 en vertu de la ***Loi sur le Conseil des Arts du Canada*** et d'un décret du Conseil privé (1957-831).

Le Conseil des arts assure les services de secrétariat et le budget de fonctionnement de la Commission. Le rapport annuel du Conseil des arts du Canada (canadacouncil.ca) présente l'information financière sur la Commission.

Droits d'auteur y compris la photo de couverture
Conception graphique : d2k communications

TABLE DES MATIÈRES

IV Message de Simon Brault, directeur et chef de la direction

V Message de la présidente

02 Message de **la secrétaire générale**

04 CE QUE NOUS FAISONS

Devenir des citoyens mondiaux pour un avenir durable

Promouvoir la liberté d'expression, le dialogue interculturel et l'inclusion

Connecter les Canadiens à l'UNESCO

14 POURQUOI LE FAISONS-NOUS?

16 NOS MOYENS D'ACTIONS... NOS RÉSEAUX

En éducation!

Dans les communautés

22 CONSULTATIONS

24 GOUVERNANCE

26 ANNEXES

MESSAGE DE

SIMON BRAULT,

DIRECTEUR ET CHEF DE LA DIRECTION

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

Depuis un an, trois femmes remarquables se sont jointes à la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) : Louise Filiatrault, comme secrétaire générale, Christina Cameron, à la présidence, et, à la vice-présidence, Danika Littlechild, première Autochtone nommée comme Vice-présidente au Comité exécutif de la CCUNESCO. Leurs connaissances approfondies des enjeux liés au patrimoine, à la culture, aux peuples autochtones et à la situation internationale sont des plus pertinentes pour les fonctions qu'elles occupent, et je me réjouis de voir une telle équipe à la barre de la CCUNESCO.

Pour le Conseil des arts du Canada, la Commission demeure un réseau de première importance pour susciter un engagement actif et participatif des Canadiennes et Canadiens en faveur d'un développement humain durable. Avec la réactualisation du mandat du Conseil sur laquelle nous travaillons pour mieux comprendre, anticiper et répondre aux transformations démographiques, technologiques, économiques et sociales et maximiser les impacts de nos interventions, la synergie entre les travaux de la Commission et les activités du Conseil est très précieuse. Ensemble, aux échelles locale, nationale et internationale, nous œuvrons pour que les principes d'ouverture, de démocratie, d'inclusion, d'équité, de liberté d'expression, de mise en valeur du savoir et de l'innovation et de promotion de la culture prennent pleinement leur place aux grandes tables de discussions qui façonnent notre avenir. Nos efforts concertés permettront à toutes et à tous de jouir d'une démocratie forte de sa diversité culturelle et de la vibrante présence des peuples autochtones.

Je me réjouis de pouvoir contribuer, avec mes équipes, avec la communauté artistique et les membres des différents réseaux de la Commission à un avenir caractérisé par les arts, la culture, l'équité et la paix pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens et pour les générations à venir.

Le directeur et chef de la direction,
Simon Brault, O.C., O.Q.

MESSAGE DE LA **PRÉSIDENTE**

Membres et amis de la Commission,

Il y a un an, j'acceptais de diriger la Commission canadienne pour l'UNESCO. Ce fut une année stimulante et remplie de défis. À la suite de notre Assemblée générale annuelle à Victoria (C.-B.), Danika Billie Littlechild, notre nouvelle vice-présidente, et les membres du Comité exécutif nouvellement élus, Lenore Swystun, Claude Allard et Jack Lohman ont mis leurs talents et leur dévouement au service de la Commission. En septembre, Louise Filiatrault est entrée en fonction comme secrétaire générale. Elle nous a apporté une nouvelle vision et a exprimé le désir de changer la donne en promouvant les valeurs et les programmes de l'UNESCO.

En cette période de transformation sociale, il est important d'atteindre les objectifs de notre nouveau plan stratégique. De plus, l'année qui vient de s'écouler a malheureusement été marquée par les agissements de personnes en désaccord avec la mission de l'UNESCO, en culture, communication, sciences et éducation. Elles ont commis des actes de violence envers les autres et détruit de précieux éléments du patrimoine matériel et immatériel mondial. Dans un tel contexte, la Commission doit intensifier ses efforts de rapprochement de l'ensemble des cultures en créant plus d'occasions de dialogue et en donnant la parole à ceux qui ont été réduits au silence. Le contexte mondial actuel démontre que le rôle de l'UNESCO est plus pertinent que jamais. De nouveaux engagements sont nécessaires pour ériger les défenses de la paix dans l'esprit des hommes et des femmes afin de construire un monde plus équitable et plus durable. La Commission compte sur chacun d'entre vous pour soutenir les principes promus par l'UNESCO et contribuer à la discussion en y apportant vos propres visions et expériences.

MESSAGE DE LA

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

D[re] Christina Cameron
Présidente, Commission canadienne pour l'UNESCO

Chères collègues, chers collègues,

Je suis ravie de vous présenter le Rapport d'activités 2014-2015 de la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO). Je constate que nos membres, face aux nombreux défis de notre société, réitèrent avec force leur engagement envers la CCUNESCO et se mobilisent pour mettre notre capacité collective au service d'un développement durable.

Depuis mon arrivée au secrétariat de la CCUNESCO, j'ai poursuivi deux objectifs principaux avec l'appui chaleureux du Comité exécutif. Le premier objectif —amorcer la mise en œuvre du plan stratégique de la CCUNESCO lancé en juin 2014— a permis de mettre de l'avant des stratégies misant sur le renforcement de la capacité interne de la Commission et de nos partenariats. La réalisation de cet objectif a permis une optimisation de leviers indispensables à l'exercice du mandat de la CCUNESCO. Relevant de la même vision d'efficience et de pertinence, la poursuite du deuxième objectif visait une synergie renouvelée entre l'équipe du secrétariat de la CCUNESCO et de l'organisme dont elle relève, le Conseil des arts du Canada. Le Conseil des arts et la CCUNESCO comptent ainsi accroître l'impact de leurs initiatives, notamment auprès des communautés autochtones, dans les domaines de la culture, des arts et de l'apprentissage et sur la scène internationale.

L'UNESCO est le chef de file pour établir les objectifs et les cibles liés à l'éducation et à la culture dans les Objectifs de développement durable de l'après 2015. Le Conseil exécutif de l'UNESCO tenait ses 195[e] et 196[e] sessions à Paris, et la présidente et moi-même avons représenté la CCUNESCO et participé aux travaux de ces rencontres internationales. De nombreuses questions telles la montée de la radicalisation, la liberté d'expression, notamment dans le cyberespace, et la sécurité des journalistes ont suscité de riches discussions. Récurrentes, les questions liées à la situation financière de l'Organisation demeurent malheureusement une préoccupation en raison du vaste mandat et des besoins croissants des États membres. Dans ce contexte les commissions nationales sont appelées à contribuer davantage à la réalisation des objectifs des programmes de l'UNESCO. À l'échelle internationale, la CCUNESCO jouit d'une excellente réputation. Ma participation aux Conseils exécutifs m'a donné l'occasion de le constater. Je crois que les Canadiennes et Canadiens peuvent être fiers de leur Commission nationale et la reconnaissance dont elle jouit comme chef de file en ce qui a trait au partage des bonnes pratiques, à l'engagement des jeunes et au développement de réseaux UNESCO tels que les Réserves de la biosphère, la Coalition des municipalités contre le racisme et la discrimination et le Réseau des écoles associées.

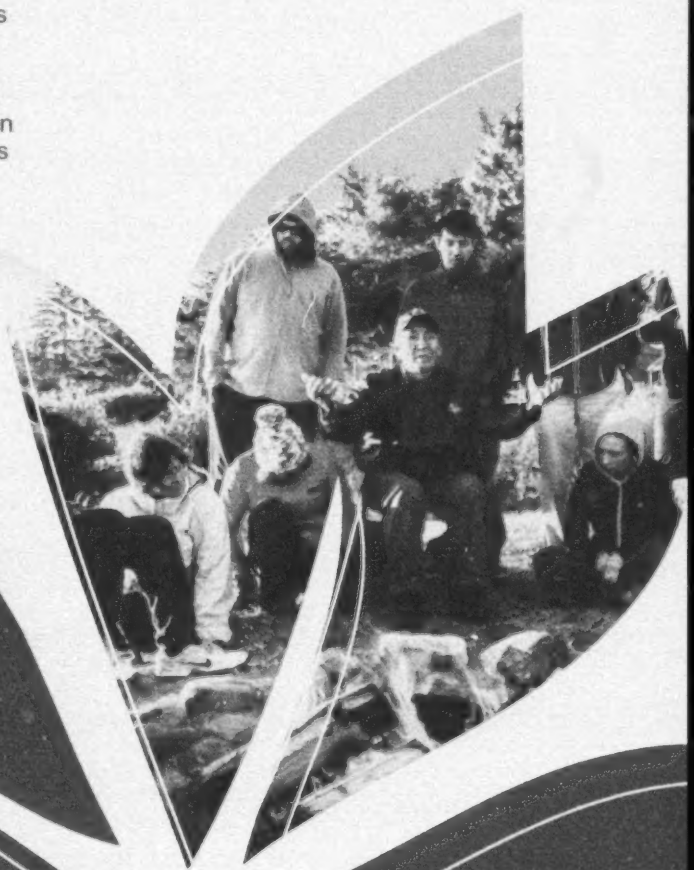
Ces acquis sont pour nous les assises sur lesquelles nous souhaitons, au cours de la prochaine année, consolider nos interventions et, plus encore, accroître l'impact de la CCUNESCO au Canada et sensibiliser les Canadiennes et les Canadiens aux bénéfices qu'ils tirent du travail des membres et des réseaux de la Commission. Nous devons concentrer nos efforts, faire des choix, pour faire mieux. Des enjeux complexes, comme la montée de la radicalisation ou les conséquences des changements climatiques, requièrent des actions immédiates, concertées et inclusives. Heureusement, la CCUNESCO possède un atout majeur : les Commissions sectorielles. Composées d'experts, de représentants d'organisations non gouvernementales et d'agences gouver-

nementales, couvrant l'ensemble des secteurs de compétences de l'UNESCO, ces commissions seront mises à contribution de manière plus efficace dans les années à venir.

En 2014, nous avons reçu un appui tout aussi important : celui des membres et de nos réseaux qui nous ont confirmé leur volonté de jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de notre plan stratégique. Après une première année au poste de secrétaire générale de la CCUNESCO, je puis vous confirmer ma volonté de travailler avec vous sur des thématiques au cœur de notre désir collectif d'un mieux-être pour toutes et pour tous. Je suis persuadée qu'ensemble nous ferons avancer les questions d'éducation à la citoyenneté mondiale, la promotion de la diversité culturelle, le développement durable, l'équité et la liberté d'expression en mobilisant les expertises des champs de compétences de l'UNESCO soit, l'éducation, les sciences et la culture, les communications et l'information.

Je demeure convaincue que la force de la CCUNESCO est dans l'engagement de ses membres et partenaires. J'espère que ce rapport saura vous inspirer à renouveler votre engagement envers les idéaux de l'UNESCO.

Louise Filiatrault
Secrétaire générale



Cercle de parole au Tin Wis Resort à Tofino, C.-B., lieu d'une ancienne école résidentielle

CE QUE NOUS FAISONS

DEVENIR DES CITOYENS MONDIAUX POUR UN AVENIR DURABLE.

La Décennie des Nations Unies pour l'Éducation au service du développement durable a pris fin en 2014. L'une des principales conclusions de la décennie repose sur le constat que la survie de l'humanité dépend de notre capacité à apprendre à vivre ensemble dans le respect de la nature. Cet apprentissage n'est possible qu'avec une éducation de qualité, accessible à tous et tout au long de la vie. Cela nécessite également une collaboration scientifique à l'échelle mondiale pour trouver des solutions aux nouveaux défis dans un monde en rapide transformation. Les défis mondiaux sont nombreux : les changements démographiques, la montée de la radicalisation, la multiplication des conflits ainsi que les conséquences des changements climatiques, nécessitent un engagement local et régional dans une perspective mondiale. L'éducation à la paix par le rapprochement des cultures, l'éducation aux droits de la personne et l'éducation au développement durable s'avèrent plus essentielles que jamais.

L'engagement de la CCUNESCO envers ces enjeux s'articule de plusieurs manières. Tout d'abord, la CCUNESCO participe à l'élaboration d'une définition commune de ces concepts en favorisant la contribution d'experts canadiens aux grandes conférences internationales. Il s'agit de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable intitulée « Apprendre aujourd'hui pour un avenir viable » (Japon, novembre 2014), ainsi que le Second Forum de l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale (Paris, 28-30 janvier 2015). La CCUNESCO a collaboré avec différents partenaires tels que le Conseil des ministres de l'Éducation, Canada, les chaires de recherche de l'UNESCO et le Réseau des écoles associées de l'UNESCO au Canada. Six experts canadiens dont deux titulaires de chaires UNESCO, ainsi qu'un professeur et quatre élèves du Réseau des écoles associées de l'UNESCO ont participé à la rencontre au Japon; et six experts canadiens et un représentant du secrétariat de la CCUNESCO ont participé à la conférence à Paris.

Il ressort de ces conférences que les sociétés sont interdépendantes face aux défis contemporains. Cette interdépendance, pour favoriser un développement durable, doit prendre forme dans le respect de la différence, le respect de la diversité et le respect de la nature. Le monde a besoin de citoyens mondiaux, c'est-à-dire de citoyens qui reconnaissent l'interdépendance entre les différentes populations et les populations avec la nature.

Être un citoyen mondial, signifie apprendre à agir aux niveaux local et régional tout en gardant à l'esprit la perspective mondiale. Cet apprentissage ne se fait pas uniquement par le biais du réseau formel d'éducation. Nous croyons que le dialogue, l'échange de bonnes pratiques et l'expérimentation sont également des moyens efficaces pour créer de la solidarité entre les communautés à tous les niveaux.

Les conclusions de ces conférences majeures ont été partagées avec les membres des Commissions sectorielles et ont servi à l'élaboration de la stratégie 2015-2021 du Réseau canadien des écoles associées de l'UNESCO.

La CCUNESCO a rejoint plus d'un demi-million de Canadiennes et de Canadiens en 2014-2015 avec des projets de mise en œuvre et de promotion des valeurs et objectifs de l'UNESCO.

En sciences naturelle, sociale et humaine

La CCUNESCO a encouragé **20 projets** à l'échelle du Canada, rejoignant plus de **266 000 Canadiennes et Canadiens.**

En culture, communication et information

La CCUNESCO a encouragé **18 projets** dans l'ensemble du Canada, rejoignant plus de **220 900 Canadiennes et Canadiens.**

En éducation

La CCUNESCO a encouragé **7 projets** au Canada, rejoignant plus de **2 000 experts, enseignants et décideurs** du milieu de l'éducation.

Pour les jeunes

La CCUNESCO a encouragé **7 projets** au Canada, rejoignant plus de **35 600 Canadiennes et Canadiens.**

Ces chiffres sont une estimation, à titre indicatif seulement.

LA POÉSIE POUR LES DROITS DES RÉFUGIÉS

Pour amener les jeunes à réfléchir sur les droits des réfugiés en utilisant l'art comme moyen d'expression et d'engagement social, la CCUNESCO en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a lancé un concours de poésie pan canadien intitulé « Réfugiés et Droits de la personne ». Deux cents jeunes Canadiennes et Canadiens âgés de 7 à 12 ans et issus de trois différentes provinces ont soumis des poèmes dans leur langue maternelle. Un jury, composé des auteurs Kim Thúy, Michel A. Thérien, Jim Creskey, Miriam Rawson de Pax Ed, Marie-Hélène Larrue de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, Furio De Angelis, Représentant du Haut-Commissariat au Canada et des représentantes de la CCUNESCO, a choisi les meilleures propositions. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée à l'hôtel de ville d'Ottawa où les lauréats ont lu leurs poèmes devant le public et les dignitaires invités. La CCUNESCO a remis des prix à 12 lauréats anglophones et francophones.

PROMOTION DU RESPECT DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE

CCUNESCO en collaboration avec cinq écoles de Winnipeg, membres du réseau des écoles associées de l'UNESCO, développe actuellement du matériel pédagogique pour aider les enseignants à aborder avec leurs élèves des notions telles que la tolérance et le respect des différentes cultures. Ces cinq écoles sont : Al Hijra Islamic School, Brock Corydon English/Hebrew Bilingual School, Niji Mahkwa Aboriginal School, John Pritchard School et St Emile Catholic School.

La CCUNESCO a également appuyé le projet sur la diversité culturelle de Winnipeg. Le projet se déroule sur deux ans et consiste à créer des occasions et un espace de rencontre entre les élèves de 5e et 6e années pour apprécier et apprendre la culture et la religion de l'autre.

« Tout le monde est pareil sauf qu'ils ont différentes croyances ou convictions et c'est leur droit. »

Commentaire extrait de la vidéo : http://youtu.be/M226A6T9nIE

MUNICIPALITÉS ENGAGÉES POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Une vingtaine de municipalités de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination ont célébré la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars 2015) de façon innovatrice, engageant et informant ainsi les communautés sur les impacts du racisme et de la discrimination. À Vancouver, les citoyens ont été invités à prendre des autoportraits avec une main levée et à les diffuser dans les médias sociaux en se servant du mot-clic #HandsAgainstRacism. La campagne Sault Culture à Sault Ste. Marie a invité tous les résidents à faire connaître une dimension de leur culture à la collectivité en se servant du mot-clic #saultculture sur Facebook et Twitter. En Nouvelle-Écosse, la municipalité du Comté de Kings a demandé l'aide de la communauté pour créer une œuvre d'art public qui constituera le symbole associé à la lutte contre le racisme et la discrimination. La municipalité de New Glasgow et le comité UNESCO des relations interraciales et de lutte contre la discrimination ont organisé une séance d'information pour sensibiliser les résidents à la religion et à la culture islamiques et les aider à mieux les comprendre.

Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination

La campagne «Levez votre main contre le racisme» de la Ville de Vancouver

CRÉATION D'UN RÉPERTOIRE DES PRINCIPAUX SITES SACRÉS INNUS DU NORD DU QUÉBEC ET DU LABRADOR

La CCUNESCO a appuyé la participation de jeunes Innus au travail d'un groupe d'experts pour la création d'un répertoire des principaux sites sacrés innus du Nord-du-Québec et du Labrador. L'équipe d'experts était composée de géographes, de chercheurs, de guides spirituels et de personnes ressources spécialisées dans la culture et la langue innues. La participation de jeunes est considérée comme un élément important de la transmission du savoir culturel immatériel entre générations tout en permettant la transmission des compétences techniques. Ce projet a également été propice à la promotion des directives et pratiques exemplaires pour les sites naturels sacrés établis par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et l'UNESCO.

Cette initiative est une retombée directe de la Conférence internationale « Protéger le sacré : Reconnaissance des sites sacrés des peuples autochtones pour maintenir la nature et la culture des régions nordiques et de l'arctique » qui s'est tenue en Finlande, du 11 au 13 septembre 2013. La CCUNESCO avait alors facilité un échange interculturel sur la transmission de la culture entre des représentants innus du Québec et les Sámis de la Scandinavie.

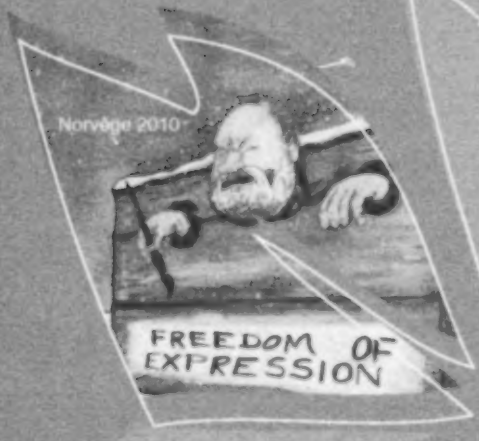
Site Innu
Photo prise par Dolorès André

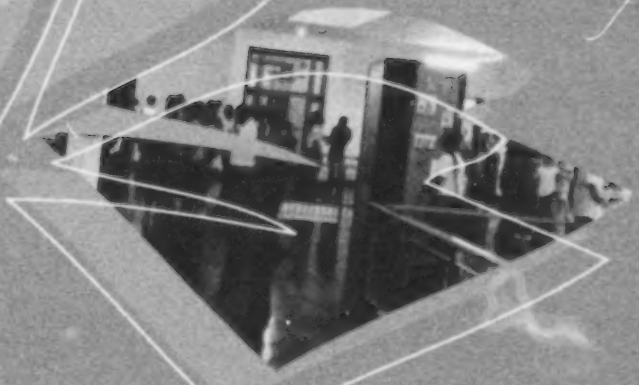
PROMOUVOIR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, LE DIALOGUE INTERCULTUREL ET L'INCLUSION

La liberté d'expression et son corollaire, la liberté de la presse, constituent les assises du développement de sociétés démocratiques, basées sur la connaissance et le partage. Ces éléments sont essentiels à la mise en œuvre de la priorité stratégique globale de la paix. La libre circulation des idées est la condition essentielle à l'apprentissage de soi, des autres et de notre univers.

Au cours de la dernière année, de nombreux événements violents ont ébranlé notre compréhension du droit à la liberté d'expression. Ils nous ont forcés à nous questionner sur la nécessité d'établir des limites au discours dans le monde réel et virtuel où les cultures se rencontrent, se découvrent et parfois s'entrechoquent.

Les enjeux du mieux vivre ensemble se révèlent tant dans la vie en ligne qu'hors-ligne. La CCUNESCO croit que l'éducation et le dialogue interculturel constituent les meilleurs moyens pour mitiger les obstacles et permettre aux individus et aux sociétés de s'épanouir. Panel, exposition, expression artistique, concours radiophonique et campagnes dans les médias sociaux sont des moyens pour encourager la réflexion et les échanges sur les questions de liberté d'expression, de dialogue interculturel et d'inclusion.





L'exposition La liberté d'expression à grands traits au Zimbabwe, mars-avril 2015
Crédit : Patrice Laquerre

DOIT-ON LIMITER LE DROIT À LA LIBRE EXPRESSION POUR ÉVITER D'OFFENSER?

La CCUNESCO a encouragé le dialogue sur les questions liées à la liberté d'expression dans le cadre d'un panel organisé à la suite de la tragédie au magazine satirique français Charlie Hebdo. Doit-on limiter le droit à la libre expression pour éviter d'offenser? Cette question a été posée aux panélistes : Toby Mendel, directeur du Centre for Law and Democracy d'Halifax; Guy Badeaux, caricaturiste au journal Le Droit; Karim Karim, professeur à l'école de journalisme et de communication à Carleton University et directeur du Centre for the Study of Islam; et Catherine Cano, directrice des programmes de nouvelles à Radio-Canada. Le panel a conclu que pour certains, la liberté d'expression n'est réelle que s'il n'y a pas de limites; pour d'autres, la liberté d'expression ne doit pas offenser. L'auditoire était composé d'étudiants et de professeurs en journalisme. La discussion a rejoint un public plus large par le truchement du réseau *Cable Public Affairs Channel* (CPAC) qui en a fait la diffusion. Le panel était organisé par le Comité canadien pour la liberté de la presse mondiale, Carleton University et la CCUNESCO.

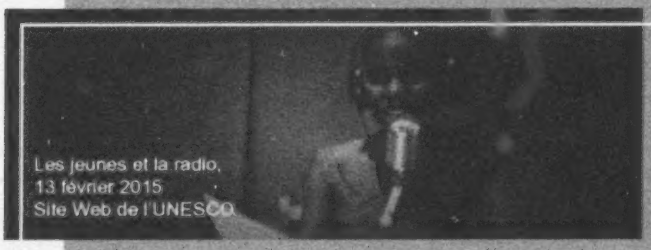
Événement à l'Université Carleton : le 4 février 2015
Photo par : Susan Harada

Panel : Après Charlie Hebdo, où tire-t-on la ligne de la liberté d'expression?
Université Carleton, Ottawa, 4 février 2015

L'EXPOSITION *LA LIBERTÉ D'EXPRESSION À GRANDS TRAITS* AU ZIMBABWE

MARS-AVRIL 2015

L'exposition internationale de dessins éditoriaux *La liberté d'expression à grands traits* mise sur pied par la CCUNESCO a été présentée par l'ambassade du Canada au Zimbabwe. L'exposition a servi d'introduction pour entamer le dialogue sur la liberté d'expression dans divers contextes et sur le rôle des médias dans les systèmes démocratiques. Plus de 300 personnes ont vu l'exposition présentée à Harare et à Bulawayo. L'exposition met en vedette les dessins gagnants de 2001 à 2014 du concours international de dessins éditoriaux organisé annuellement par le Comité canadien pour la liberté de la presse mondiale en partenariat avec la CCUNESCO dans le cadre de la Journée mondiale de la liberté de la presse.



Les jeunes et la radio,
13 février 2015
Site Web de l'UNESCO

60 SECONDES DE RADIO POUR LES JEUNES

Journée mondiale de la radio – *Les jeunes et la radio*, 13 février 2015

La CCUNESCO s'est associée à CHOQ.ca pour l'activité *60 secondes de radio* qui a invité les jeunes de divers continents à produire des pastilles sonores de 60 secondes en anglais, français et espagnol. Au total, 120 pastilles sonores en provenance de près d'une dizaine de pays d'Amérique du Sud et du Nord, ainsi que d'Europe ont été reçues. Les capsules seront mises en ligne sur le site de CHOQ.ca, certaines seront diffusées en rotation sur les ondes de la radio. Une compilation sera réalisée pour les radios communautaires qui en feront la demande.

L'ART POUR LE RAPPROCHEMENT DES CULTURES

La CCUNESCO a contribué au rapprochement des cultures et à l'expression artistique au Camp d'art de l'UNESCO, *Les couleurs de la planète*, organisé par la Commission nationale d'Andorre pour l'UNESCO. Le camp a réuni 30 artistes des arts visuels de tous les continents pour leur permettre de développer des compétences interculturelles et créer de la collaboration entre artistes de différents horizons. De concert avec le Conseil des arts du Canada, la CCUNESCO a choisi Marigold Santos de Montréal pour représenter le Canada. La CCUNESCO a également soutenu la participation d'un artiste des arts visuels de la Papouasie Nouvelle-Guinée, Jeffrey Feeger, pour assurer l'inclusion de cette région du monde au camp d'art.

Camp d'art *Les couleurs de la planète*, Andorre, 14-24 juillet 2014.

Photo du groupe Camp d'art 2014 et la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova

Photo : Site web de l'UNESCO

CONNECTER LES CANADIENS À L'UNESCO

Le travail des experts canadiens du milieu universitaire ou représentant des organisations non gouvernementales contribue à la mise en œuvre des activités des programmes de l'UNESCO au Canada et à l'extérieur du Canada. Cette contribution prend forme, entre autres, lors de la tenue de conférences importantes organisées ici ou ailleurs dans le monde. En prenant part à ces conférences, les experts canadiens, dont la plupart sont membres de la CCUNESCO, ont l'occasion de partager leur savoir et leur expertise et de s'enrichir des connaissances de leurs pairs en provenance de tous les continents. La CCUNESCO soutient la participation de ses experts à ces forums pour faire rayonner leurs idées et leur savoir et pour contribuer à l'expertise internationale.

6E CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'UNESCO SUR LES GÉOPARCS

SAINT-JEAN, N.-B.,
18 AU 22 SEPTEMBRE 2014

Plus de 480 délégués de 30 pays ont participé à la conférence dont plus de 40 Canadiens, représentant le Comité canadien des géoparcs et des régions candidates à devenir des géoparcs.

La CCUNESCO a conseillé Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada sur le développement potentiel des géoparcs mondiaux à titre de nouveaux sites de l'UNESCO. La CCUNESCO recommande de mettre l'accent sur l'importance d'être conformes aux priorités de l'UNESCO, la bonne gouvernance, les coûts minimaux, la contribution essentielle des communautés locales, la nécessité du développement économique dans le respect du patrimoine, de la nature et des cultures locales. Ces messages clés ont été repris dans l'allocution de l'ambassadeur sortant du Canada auprès de l'UNESCO, S.E. Jean-Pierre Blackburn durant la cérémonie d'ouverture de la conférence. La CCUNESCO a appuyé la demande de patronage de l'UNESCO pour cette conférence.

Site Web de l'UNESCO

8E SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA COMMISSION MONDIALE D'ÉTHIQUE DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET DES TECHNOLOGIES (COMEST)

QUÉBEC,
1ER ET 2 OCTOBRE 2014

Les experts scientifiques canadiens de concert avec leurs homologues internationaux ont abordé le rôle de la technologie dans la promotion du développement durable et le processus de révision de la *Recommandation concernant la condition des chercheurs scientifiques* (1974). Se faisant, les experts ont contribué à la mise en œuvre d'une ligne d'action du Programme et budget pour 2014-2015 (37 C/5) qui vise à promouvoir la COMEST en tant que forum international d'experts. La session a été organisée par l'UNESCO et par la Commission de l'éthique en science et en technologie du Québec. La CCUNESCO a collaboré étroitement avec le gouvernement du Québec et l'Université Laval à sa préparation.

FORUM MONDIAL UNESCO-UNEVOC

BONN, ALLEMAGNE,
14 AU 16 OCTOBRE 2014

Deux professeurs du CÉGEP de la Gaspésie et des îles, Daniel Labillois et Pierre-Luc Gagnon ont présenté à Bonn le Module d'assistance à la communauté (plateforme interactive permettant le transfert de connaissances) comme moyen de motiver les étudiants et de promouvoir les valeurs d'entrepreneuriat et la recherche de solution pour un développement durable. Cette présentation a été faite dans le cadre du Forum mondial du réseau UNEVOC; un réseau composé d'institutions œuvrant dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels.

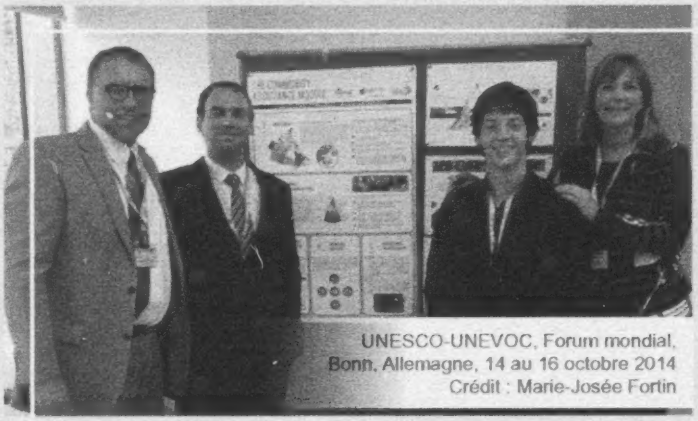
Marie-Josée Fortin, présidente de la Commission sectorielle Éducation et représentante du réseau, a aussi participé au forum dans le but d'explorer de nouvelles opportunités de coopération entre les membres de ce réseau. Le Forum, en plus de permettre un bon rayonnement des initiatives canadiennes, a permis l'échange de bonnes pratiques entre les pays d'Europe et d'Amérique du Nord et le développement de relations plus étroites avec des collègues en provenance de l'Allemagne, et de la Norvège. Un projet pilote de collaboration avec les centres UNESCO-UNEVOC allemand et norvégien sera développé conjointement avec Collèges et instituts Canada pour adapter pour le Mozambique le module d'aide aux collectivités du Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable.

COLLOQUE INTERNATIONAL *REPRÉSENTATIONS ET EXPÉRIENCES DU VIVRE-ENSEMBLE DANS LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES : ÉTAT DES LIEUX*

CÉLAT, QUÉBEC,
4 AU 8 NOVEMBRE 2014

Les discussions interdisciplinaires tenues lors de ce colloque international serviront à alimenter les réflexions et les mesures prises à l'avenir sur les façons de mieux vivre ensemble dans tous les domaines d'intervention de l'UNESCO. Elles contribueront directement aux objectifs de la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022) et soutiendront la mise en œuvre des priorités stratégiques de la CCUNESCO.

Organisé par le *Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions* (CÉLAT), l'événement a eu lieu à l'Université Laval de Québec en partenariat avec la CCUNESCO et sous l'égide de l'UNESCO. Il a réuni des universitaires, des décideurs, des chercheurs et des citoyens. Les conférences et ateliers portaient sur trois grands thèmes : les défis politiques, les langues et la diversité des expériences.



UNESCO-UNEVOC, Forum mondial, Bonn, Allemagne, 14 au 16 octobre 2014
Crédit : Marie-Josée Fortin

I.P. SHARP LECTURESHIP

UNIVERSITÉ DE TORONTO,
18 NOVEMBRE 2014

La CCUNESCO a travaillé à mieux faire connaître le programme Mémoire du monde au Canada lors de la visite de la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova à l'Université de Toronto dans le cadre du I.P. Sharp Lectureship. Les leaders culturels présents, incluant des représentants des musées, des bibliothèques et des archives ont assisté à la présentation de M^me^ Bokova intitulée *Safeguarding the Past, Shaping a Better Future: UNESCO Soft Power in the Digital Age*. Établi en 1992, le programme Mémoire du monde vise la sauvegarde du patrimoine documentaire de l'humanité pour mieux faire connaître son importance et pour en faciliter l'accès universel.

I.P. Sharp Lecture de Irina Bokova
Directrice générale de l'UNESCO

M^me^ Bokova a indiqué que le programme Mémoire du monde n'était pas uniquement à propos des documents et des livres; il est profondément enraciné dans l'expérience humaine. Elle a ajouté que la réponse de l'UNESCO à l'extrémisme était d'utiliser « la force douce pour soutenir les fondations de la paix et de la viabilité par le biais du dialogue et de la coopération, en renforçant l'idée d'une seule humanité, partageant les mêmes droits, ayant un passé et un futur communs, en partageant les histoires communes. »

« Une année internationale de la lumière est une occasion unique pour s'assurer que les développeurs de politiques internationales et les parties prenantes soient au fait du potentiel extraordinaire des technologies fondées sur la lumière. »

John Dudley, Président du comité directeur AIL 2015

- Pour promouvoir le potentiel d'amélioration de la qualité de la vie dans les pays développés ou en développement des technologies fondées sur la lumière
- Pour réduire la pollution lumineuse et la perte d'énergie
- Pour promouvoir le rôle des femmes en sciences
- Pour la promotion de l'éducation auprès des jeunes
- Pour un développement durable

La CCUNESCO a lancé un appel à contribution auprès de ses membres. Plus de 50 initiatives canadiennes sont inscrites sur le site unesco.org

ANNÉE INTERNATIONALE DE LA LUMIÈRE 2015

POURQUOI LE FAISONS-NOUS?

LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO EST ENGAGÉE EN FAVEUR DE :

UNE VISION GLOBALE, la **LIBERTÉ D'EXPRESSION,** LA **DIVERSITÉ,** la CRÉATIVITÉ, ET **L'INNOVATION**

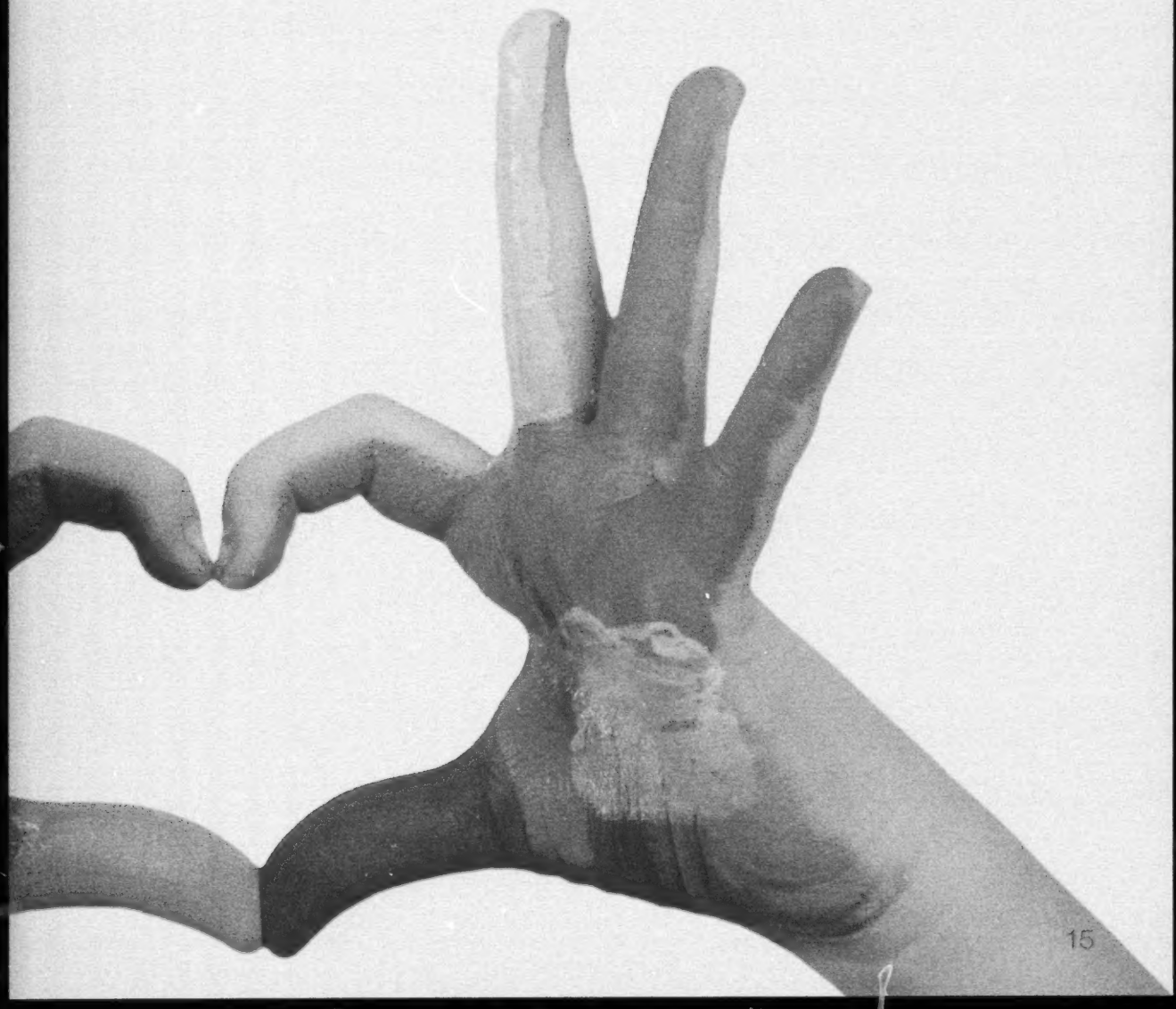
Pour une société qui vise l'atteinte de l'équité, qui encourage des avenirs durables et qui favorise la paix. Ces trois objectifs stratégiques globaux de la CCUNESCO correspondent aux valeurs identifiées par *l'Indice canadien du mieux-être*[1], comme étant prioritaires pour les Canadiennes et les Canadiens.

L'*Indice canadien du mieux-être* est créé à partir de données recueillies par Statistique Canada et grâce aux efforts concertés de chefs de file et d'organismes nationaux et internationaux, d'organisations communautaires, de chercheurs et d'experts, dont l'actuel Gouverneur général du Canada et un membre de la Commission sectorielle Sciences de la CCUNESCO, Alex Michalos.

[1] https://uwaterloo.ca/indice-canadien-du-mieux-etre/propos-reseau-lindice-canadien-mieux-etre/reflet-valeurs-canadiennes

NOS VALEURS

- Une vision globale qui reconnaît l'interdépendance de tous les peuples
- Une connaissance qui s'appuie sur des savoirs divers et une approche interdisciplinaire pour aborder les enjeux qui se présentent
- La liberté d'expression qui respecte la diversité des points de vue
- La formation continue, la créativité et l'innovation pour répondre aux défis émergents.



NOS MOYENS D'ACTION... NOS RÉSEAUX

EN ÉDUCATION!

LES CHAIRES DE RECHERCHE UNESCO AU CANADA :

18 CHAIRES DANS UN RÉSEAU MONDIAL DE **661**

- offrent un modèle novateur de coopération universitaire internationale et de renforcement des capacités, particulièrement en matière de relations Nord-Sud et Sud-Sud
- font office de laboratoires d'idées et contribuent à lancer des ponts entre le milieu universitaire, la société civile, les collectivités locales, les chercheurs et les décideurs
- sont associées à des universités en vue de lancer des programmes visant à faire progresser la recherche et la formation dans l'un des champs de compétence de l'UNESCO

En 2014, nous avons procédé à l'évaluation du processus de gouvernance du réseau canadien des Chaires UNESCO. La Commission a fait appel à des experts canadiens pour revoir les propositions de nouvelles chaires au Canada, quatre propositions ont été présentées à l'UNESCO. Les nouvelles chaires seront annoncées au courant de 2015.

RÉSEAU **UNESCO** DES ÉCOLES ASSOCIÉES AU CANADA :

70 ÉCOLES DANS UN RÉSEAU MONDIAL DE **10 000**

En 2014, le RÉSEAU a accueilli six nouvelles écoles :

- Collège Saint-Paul, Varennes (Québec)
- École Émile-Nelligan, Kirkland (Québec)
- Calgary French and International School, Calgary (Alberta)
- École primaire des Amis-du-Monde (Québec)
- École secondaire Le Salésien, (Québec)
- École secondaire Cavelier-De LaSalle, (Québec)

Le RÉSEAU, dont l'objectif est de promouvoir l'idée d'une citoyenneté mondiale et une éducation de qualité, compte 10 000 établissements éducatifs dans plus de 180 pays. Le RÉSEAU contribue à l'atteinte de l'objectif global de l'UNESCO, à savoir la poursuite de la paix dans le monde et de la compréhension mutuelle entre les établissements d'enseignement et les collectivités qu'ils desservent.

Au Canada, le RÉSEAU enseigne la tolérance, le règlement pacifique des conflits et le concept d'équité à des milliers de jeunes du primaire et du secondaire. Coordonné par la CCUNESCO, le RÉSEAU réunit 70 écoles de 7 provinces.

Le réseau des écoles associées au Canada élabore un plan stratégique national fondé sur la Stratégie du RÉSEAU pour 2014-2021 – Un réseau mondial d'écoles pour répondre aux défis mondiaux : renforcer la citoyenneté mondiale et promouvoir le développement durable. Ce plan a pour objet d'accroître le rôle du RÉSEAU comme promoteur de pratiques exemplaires et de le soutenir en contribuant à un enseignement inclusif, novateur et de qualité.

Deux écoles albertaines du réseau des écoles UNESCO ont participé au développement de matériel pédagogique sur les principes d'éducation à la citoyenneté mondiale pour les élèves du primaire et du secondaire. Le matériel a été développé par l'équipe de l'éducation pour la citoyenneté mondiale de l'UNESCO et testé par les enseignants et les élèves des écoles albertaines. Il sera distribué à l'ensemble des écoles membres du réseau mondial en 2015.

DANS LES COMMUNAUTÉS!

RÉSERVES DE LA BIOSPHÈRE CANADIENNES :

16 RÉSERVES DANS UN RÉSEAU MONDIAL DE 621

En 2014, la CCUNESCO a coordonné la production d'un document de travail visant au renforcement des capacités des réserves de la biosphère et de leur engagement à collaborer avec les Premières Nations locales. Une première ébauche du document de travail, rédigé par trois membres actifs de la Commission alliant perspectives universitaires et autochtones, se veut un recueil des possibilités, des défis et des pratiques exemplaires. Le document a été partagé avec les réserves de la biosphère dans l'optique de stimuler l'engagement et l'innovation.

La CCUNESCO coordonne le processus des examens périodiques auxquels sont soumises les réserves de la biosphère tous les dix ans. Il s'agit d'une occasion de s'assurer que celles-ci satisfont toujours aux critères établis par le réseau mondial des réserves de la biosphère. Au Canada, les 16 réserves de la biosphère demeurent engagées à mobiliser les principaux acteurs régionaux en développement durable. Cette année, l'examen de Charlevoix a été finalisé et celui de la Baie Georgienne a été entamé, grâce à l'appui d'évaluateurs, membres ou partenaires de la CCUNESCO : Marc-André Guertin et Geneviève Poirier dans le premier cas et Marie-Pierre Clavette et Brenda Parlee dans le deuxième. Les rapports des progrès de six réserves de la biosphère qui avaient été identifiées comme n'ayant pas répondu aux exigences ont également été examinés et commentés par le comité MAB canadien (l'Homme et la biosphère) afin d'assurer que les sites canadiens demeurent actifs. Suite à l'évaluation, deux réserves de la biosphère ont modifié leur structure de gouvernance afin de mieux s'acquitter de leur mandat.

La CCUNESCO encourage également le partage des bonnes pratiques parmi les membres du réseau sur les enjeux récurrents, comme le zonage, la collaboration avec les communautés autochtones et la relation avec l'industrie particulièrement sur des enjeux sensibles comme le transport maritime de pétrole dans des zones écologiques protégées.

Les réserves de la biosphère sont des aires désignées, reconnues par l'UNESCO pour leurs efforts à préserver la santé des écosystèmes tout en assurant le bien-être des collectivités. Plus de deux millions de Canadiennes et Canadiens vivent dans des réserves de la biosphère. Bien plus que des lieux de vie gérés de façon durable, les réserves de la biosphère sont des entreprises sociales. Elles sont reconnues comme lieux d'apprentissage au développement durable en stimulant le dialogue, la réflexion et la mutualisation des connaissances.

COALITION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION :

62 MUNICIPALITÉS DANS UN RÉSEAU MONDIAL DE 500

La Coalition canadienne fait partie de la Coalition internationale des villes contre le racisme, un réseau de villes qui partagent leurs expériences et leurs pratiques exemplaires afin d'améliorer les politiques de lutte contre le racisme et la discrimination.

En 2014, la Coalition a accueilli trois nouvelles municipalités :

- Belleville (Ontario)
- Sault Ste. Marie (Ontario)
- Terrebonne (Québec)

La Coalition canadienne célèbre son 10e anniversaire en 2015. La diversité culturelle qui caractérise la société canadienne renforce la pertinence et la raison d'être de la Coalition. Pour souligner cet anniversaire, la Commission a conjugué ses efforts à ceux de l'Association d'études canadiennes pour préparer un numéro spécial de sa publication trimestrielle *Diversité canadienne*. Divers intervenants dont l'Association canadienne des commissions et conseils des droits de la personne, la Fondation canadienne des relations raciales, des municipalités membres de la Coalition et des chercheurs ont dressé le bilan de la lutte contre le racisme et la discrimination à l'échelle locale. Ils se sont également penchés sur des questions comme l'égalité des genres, les problèmes auxquels font face les peuples autochtones et le rôle que jouent les autorités municipales à l'égard de ces questions. Le numéro spécial est disponible sur le site de la Commission.

Élèves des écoles canadiennes de l'UNESCO à la Conférence mondiale sur l'EDD

Photo par : Shelley Kofluk

LA CONFÉRENCE NATIONALE DU RÉSEAU CANADIEN POUR LES ARTS ET L'APPRENTISSAGE

Organisée par la Chaire UNESCO des Arts et de l'apprentissage et Learning Through The Arts, la conférence s'est tenue à Toronto le 25 mars 2015. Plus de 100 participants dont des représentants de l'Association canadienne des musiciens éducateurs, de Arts Smarts, de la Table ronde nationale pour la formation à l'enseignement en éducation artistique, et plusieurs autres intervenants du milieu culturel ont contribué aux discussions. La secrétaire générale de la CCUNESCO a renouvelé l'engagement de la Commission à promouvoir les arts dans l'apprentissage. Le travail exceptionnel de Larry O'Farrell, titulaire de la Chaire UNESCO pour les arts et l'apprentissage, a été souligné pour son engagement à promouvoir le rôle des arts en éducation et l'importance de l'apprentissage des arts dans le développement de sociétés viables.

JOURNÉE DES DROITS DE LA PERSONNE

Pour souligner la Journée internationale des droits de la personne le 10 décembre 2014, la CCUNESCO, *Equitas*, *TakingITGlobal* et le *Centre for Global Education* ont organisé une téléconférence interactive à l'intention des jeunes du RÉSEAU des écoles associés de l'UNESCO. Une centaine de jeunes du RÉSEAU de partout au Canada ont ainsi reçu une formation sur les droits de la personne et ont interagi avec les formateurs. Ce type de formation vise à préparer de jeunes ambassadeurs qui a leur tour défendront les droits de la personne dans leurs communautés.

CLAYOQUOT SOUND,
UN MODÈLE DE GOUVERNANCE DE COGESTION AUTOCHTONE

À la suite de l'AGA à Victoria (C-B), la Réserve de la biosphère de Clayoquot Sound a organisé une excursion dans la région de Tofino, au cœur de la réserve de la biosphère. L'excursion, organisée en partenariat avec la CCUNESCO, a eu lieu du 7 au 9 juin 2014. Les 24 participants, provenant des Commissions sectorielles et des réseaux de la Commission, ont eu l'occasion de découvrir et d'expérimenter la richesse de la culture et du patrimoine de la Première Nation des Tla-o-qui-aht et les différentes initiatives de cette réserve de la biosphère souvent citée en exemple pour son modèle de gouvernance de cogestion autochtone. Des représentants des autres six réserves de la biosphère canadienne ont bénéficié d'une occasion d'apprentissage expérientiel les outillant dans leurs propres efforts. L'excursion a également permis à deux représentants du Deline Renewable Resource Council, Territoires du Nord-Ouest, de se familiariser avec le programme et d'appuyer le développement de la candidature éventuelle de Sahtu en tant que nouvelle réserve de la biosphère.

Participants à l'excursion post-AGA devant les locaux de la Réseve de la biosphère de Clayoquot

CONSULTATIONS

Les consultations menées par la CCUNESCO sont au cœur de l'objectif stratégique quatre du Plan stratégique de l'organisation. Elles permettent de recueillir les points de vue des experts du milieu universitaire, des organisations non gouvernementales et des ministères et agences gouvernementales qui œuvrent dans les domaines de compétences de l'UNESCO. Les membres, incluant ceux des Commissions sectorielles, représentent une grande source d'expertise et de savoir. Ils permettent à la CCUNESCO d'exercer une influence sur les principaux enjeux mondiaux en fournissant des commentaires et des avis sur les programmes et initiatives de l'UNESCO. Le travail de cueillette puis d'analyse des commentaires et suggestions faites par les personnes et groupes consultés enrichit la position et la contribution du Canada à l'UNESCO. Au cours de la dernière année, plusieurs consultations majeures ont été menées, entre autres sur des projets de recommandation, des études faites par l'UNESCO et des programmes de l'UNESCO ainsi que sur les Objectifs du développement durable de l'après 2015.

TROISIÈME RAPPORT DU CANADA SUR LA *RECOMMANDATION SUR LA PROMOTION ET L'USAGE DU MULTILINGUISME ET L'ACCÈS UNIVERSEL AU CYBERESPACE*

La CCUNESCO a contacté divers ministères fédéraux et l'ensemble des gouvernements provinciaux et territoriaux pour colliger l'information du troisième rapport du Canada présentant les mesures prises pour donner effet à *la Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberespace* (2003). La CCUNESCO a reçu des contributions des ministères fédéraux suivants : Patrimoine canadien, Industrie Canada, Citoyenneté et immigration Canada ainsi que des gouvernements du Québec, de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nunavut. Les informations reçues indiquent que le Canada développe des contenus multilingues en ligne afin de répondre aux besoins de sa population de plus en plus diverse. Des efforts sont aussi déployés pour donner un accès de qualité à l'Internet dans les régions rurales et éloignées.

LES COMMISSIONS SECTORIELLES :

- 3 Commissions sectorielles : Éducation, Sciences naturelles, Sociales & humaines et Culture, Communication & information.
- Composées d'experts du milieu universitaire, des organisations non gouvernementales et des ministères et agences gouvernementales qui œuvrent dans les domaines de compétences de l'UNESCO.
- Elles fournissent des informations sur les développements dans leurs secteurs et formulent des recommandations au secrétariat et au Comité exécutif sur les programmes et activités de l'UNESCO.

GENRE ET MÉDIAS

L'étude de l'UNESCO sur le genre et les médias visait à identifier les mesures prises pour donner effet à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing, et, particulièrement, à l'objectif intitulé « Les femmes et les médias ». La CCUNESCO a consulté Condition féminine Canada, CBC/Radio-Canada, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et le Centre canadien de politiques alternatives. Suivant les réponses reçues, il appert que la place des femmes dans les médias canadiens s'est améliorée légèrement depuis la Conférence de Beijing en 1995.

Les progrès dans la participation et l'accès des femmes à l'expression et au processus décisionnel à l'intérieur des médias et par le biais de ceux-ci se font petit à petit. Il y a cependant une plus grande diversité de femmes tant dans les émissions d'information que dans les émissions de divertissement. Malheureusement, l'exploitation et les stéréotypes sexuels à l'égard des femmes et des filles dans la culture populaire, sur Internet et dans la publicité existent toujours.

ÉTUDE SUR L'INTERNET

La CCUNESCO a également sollicité une quinzaine d'experts canadiens pour obtenir leurs commentaires sur le projet d'étude de l'UNESCO sur l'Internet en prévision de la conférence *InterCONNECTER les ensembles : options pour l'action future*. Cinq réponses sur divers aspects de l'étude ont été reçues : éducation aux médias, liberté d'expression, respect de la vie privée, encodage des données, rôle des intermédiaires, droits humains, etc. Ces commentaires ont été partagés avec le gouvernement canadien. La plupart des points soulevés par les experts canadiens ont été pris en compte dans le document final de la conférence qui sera adopté par les États membres lors de la prochaine Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2015.

Le Canada a convaincu l'UNESCO d'ajouter un paragraphe sur l'importance de protéger et de promouvoir l'accès au contenu du domaine public et à encourager l'utilisation de licences Creative Commons quand cela est possible.

PROJETS DE RECOMMANDATION SUR LES MUSÉES ET LE PATRIMOINE DOCUMENTAIRE

L'UNESCO a sollicité les commentaires des États membres sur deux projets de recommandation portant sur la protection et la promotion des musées et des collections et sur la préservation et l'accessibilité du patrimoine documentaire à l'ère du numérique. La CCUNESCO a consulté les institutions muséales provinciales et les associations d'archivistes ainsi que des experts de ces domaines et membres de la Commission sectorielle Culture, Communication et information. Les commentaires reçus ont été partagés avec le ministère du Patrimoine canadien qui a finalisé la contribution du Canada. Dans les deux cas, plusieurs commentaires faits par le Canada ont été intégrés dans les versions révisées des projets de recommandation.

LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'APRÈS 2015

Les membres des Commissions sectorielles ont été consultés sur l'orientation donnée aux futurs Objectifs de développement durable (ODD), particulièrement sur l'approche du gouvernement canadien envers les ODD. Une représentante du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada est venue présenter la vision du gouvernement que les membres des trois commissions sectorielles ont eu l'occasion de commenter en direct et par écrit. Les membres ont déploré que la culture ne soit pas un pilier des ODD et ont demandé à la représentante du MAECD qu'elle transmette leur message au ministre afin que le gouvernement canadien appuie cette position et en fasse la promotion.

La CCUNESCO a également encouragé la participation d'experts canadiens à plusieurs autres consultations entreprises par l'UNESCO en transmettant les invitations et en facilitant la discussion avec les parties prenantes sur des questions telles que les géoparcs de l'UNESCO, la Stratégie préliminaire MAB 2015-2025 (L'Homme et la biosphère) et la Recommandation concernant la condition des chercheurs scientifiques (1974), ainsi que la Recommandation sur la Condition de l'artiste (1980).

GOUVERNANCE

54E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE (AGA) DE LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

Du 5 au 7 juin 2014, à Victoria, Colombie-Britannique, en collaboration avec le Royal BC Museum et l'Université de Victoria.

L'AGA s'est déroulée sous le thème « Accomplir le mandat de l'UNESCO au Canada en tissant les expériences canadiennes au travail de l'UNESCO pour le bien commun ». Plus de 176 participants représentant des organisations non gouvernementales, des ministères et agences gouvernementales, des institutions et des individus ont adopté le Plan stratégique de la CCUNESCO, s'engageant ainsi envers le développement durable, l'équité et la construction de la paix. L'assemblée générale annuelle a :

- nourri la réflexion et stimulé l'action autour des thèmes de la pluralité des savoirs, de la revitalisation des langues et des cultures autochtones au Canada et du bien commun de l'humanité.
- tissé des liens entre les membres des différents réseaux de la CCUNESCO et les communautés locales, incluant les communautés autochtones.
- mis en lumière le travail des réseaux et des parties prenantes de la CCUNESCO et leur manière d'incarner les idéaux de l'UNESCO au Canada, démontrant ainsi la valeur et la pertinence de l'UNESCO pour les Canadiennes et les Canadiens de façon concrète.

RETOMBÉES :

- Suite à l'Assemblée générale annuelle, les efforts pour mieux intégrer les communautés locales, particulièrement les Autochtones se sont poursuivis. Voir entre autres les initiatives du réseau des réserves de la biosphère (p.18).
- La participation de représentants de Deline Renewable Resource Council, Territoires du Nord-Ouest, à l'AGA et à l'excursion à Tofino, a contribué au développement d'une proposition de candidature pour une nouvelle réserve de la biosphère.
- La visite des membres au Songhees Wellness Center a eu des retombées positives pour la communauté, dont l'augmentation de la fréquentation du centre.
- Suivant une proposition du réseau des Chaires UNESCO au Canada, un projet de chaire UNESCO sur les questions autochtone a été développé.
- La CCUNESCO a profité d'une visibilité accrue. Les discussions et présentations dans le cadre de l'AGA ont généré beaucoup d'activités sur les plates-formes des réseaux sociaux et dans la blogosphère. De plus, l'événement a été couvert par les médias locaux.

Groupe consultatif jeunesse et les Songhees à la 54e AGA

Photo par : Jimmy Ung

PREMIÈRE RÉUNION INTERRÉGIONALE DES COMMISSIONS NATIONALES POUR L'UNESCO

Le Groupe de travail sur la coopération entre le Secrétariat de l'UNESCO et les Commissions nationales a recommandé plus d'échanges entre les commissions nationales, les bureaux hors siège et le secrétariat de l'UNESCO. À la suite de cette recommandation, la Première réunion interrégionale des commissions nationales pour l'UNESCO a eu lieu à Astana au Kazakhstan du 22 au 24 juillet 2014. En tout, 115 pays de toutes les régions du monde y ont participé. Ce nouveau format de réunion a été développé par la CCUNESCO sous le leadership du président sortant, Axel Meisen, en collaboration avec le secrétariat de la CCUNESCO et la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO.

Dans ses remarques d'introduction, le sous-directeur général pour les relations extérieures et l'information du public, Éric Falt, a reconnu à plusieurs reprises la contribution de la Commission canadienne pour l'UNESCO dans la création de ce nouveau format de réunion et l'en a remerciée. Il a rappelé que l'UNESCO n'a plus les moyens de tenir des réunions régionales. Ce nouveau format semble répondre aux besoins tant des commissions nationales que de l'Organisation.

POINTS SAILLANTS DE LA RENCONTRE :

- Les commissions nationales ont convenu de collaborer afin de trouver une méthode pour démontrer la valeur de l'UNESCO à l'échelle nationale. La CCUNESCO a entrepris un projet de recherche visant à définir des indicateurs qualitatifs pour démontrer la valeur ajoutée des programmes de l'UNESCO au Canada.
- Les commissions nationales ont convenu d'échanger les bonnes pratiques pour le renforcement des capacités.
- La collaboration entre les commissions nationales et les bureaux hors siège de l'UNESCO doit être renforcée.

CAP SUR L'AVENIR

Dans son Plan stratégique 2014-2021, la CCUNESCO s'est engagée à mettre en place un cadre de mesure du rendement basé sur les résultats et à se doter de mécanismes de production de rapports efficaces. Cette étape permettra de mieux évaluer l'impact des activités et des programmes de la CCUNESCO en utilisant des indicateurs de rendement rigoureux. Le cadre en cours de développement sera mis en place au cours de l'année 2016-2017.

Pour faire suite aux recommandations du rapport des vérificateurs produit l'année dernière, une révision des statuts et règlements a été entreprise. Cette révision vise à assurer plus de transparence, une saine gestion ainsi qu'une meilleure définition des rôles et responsabilités et un alignement des activités de la CCUNESCO avec la révision des programmes du Conseil des arts du Canada.

Annexes

Membres du Comité exécutif

Dre Christina Cameron
Présidente
Commission canadienne pour l'UNESCO

Madame Danika Billie Littlechild
Vice-présidente
Commission canadienne pour l'UNESCO

Dr Axel Meisen
Ancien président
Commission canadienne pour l'UNESCO

Madame Louise Filiatrault
Secrétaire générale
Commission canadienne pour l'UNESCO

Monsieur Simon Brault
Directeur et chef de la direction
Conseil des arts du Canada

Madame Barbara Burley
Membre du conseil d'administration
Conseil des arts du Canada

Monsieur Claude Allard
Sous-ministre adjoint
Ministère de la Santé, Gouvernement du Nouveau-Brunswick

Monsieur Jean-Marc Blais
Directeur général et Vice-président
Musée canadien de l'histoire

Monsieur Carol Couture
Professeur honoraire
École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal

Madame Marie-Josée Fortin
Directrice des programmes de partenariats internationaux
Collèges et Instituts Canada

Madame Sarah A. Fountain Smith
Directrice générale, Organisations internationales
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Monsieur Gordon Platt
Directeur principal, Politique stratégique affaires internationales et intergouvernementales
Patrimoine canadien

Madame Louise Vandelac
Professeure
Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

Madame Lenore R. Swystun
Planificateur et bâtisseur communautaire,
Prairie Wild Consulting Co.

Monsieur Éric Théroux
Sous-ministre adjoint
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Gouvernement du Québec

Madame Antonella Manca-Mangoff
Coordonnatrice, Unité internationale
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

Prof. Jack Lohman
Directeur général
Royal BC Museum

Canadian
for UNES
Commissi
canadienne
pour l'UNESC

Secrétariat de la Commission canadienne pour l'UNESCO

Louise Filiatrault
Secrétaire générale

Maggie Buttrum
Coordonnatrice administrative et adjointe de la secrétaire générale

Angèle Cyr
Chargée des Affaires publiques

Chargés de programme

Élisabeth Barot
(départ à la retraite en mars 2015)
Chargée de programme
Éducation

Mathias Bizimana
Chargé de programme
Culture et patrimoine mondial

Pauline Dugré
Chargée de programme
Communication et information

Cynthia Lacasse
(congé de maternité)
Chargée de programme
Sciences sociales et humaines

Marie-Christine Lecompte
Chargée de programme
Jeunesse, Éducation,
Coordonnatrice nationale du RÉSEAU

Dominique Potvin
Chargée de programme
Sciences naturelles

Adjoints de programme

Nicole Fieger
Adjointe de programme,
Éducation et Jeunesse

Marie Tonine Moreau
Adjointe de programme,
Culture, Communication et information

Alexis Philiptchenko
Adjoint de programme,
Finances

Joëlle Tremblay
Adjointe de programme,
Sciences naturelles, sociales et humaines

Membres honoraires

Anciens ambassadeurs du Canada auprès de l'UNESCO

Yvon Charbonneau
Montréal (Québec)

Ian Christie Clark
Ottawa (Ontario)

Jacques Demers
Montréal (Québec)

Louis Hamel
Gatineau (Québec)

Gilbert Laurin
Vancouver (Colombie-Britannique)

Anciens secrétaires généraux

Francine Fournier
Montréal (Québec)

Viviane Launay
Outremont (Québec)

Louis Patenaude
Montréal (Québec)

David A. Walden
Ottawa (Ontario)

Anciens présidents de la Commission

Michel Agnaïeff
Laval (Québec)

Guy Bourgeault
Duvernay (Québec)

Roseann O'Reilly Runte
Ottawa (Ontario)

Michèle Stanton-Jean
Montréal (Québec)

Max Wyman
Lions Bay (Colombie-Britannique)

Canadiens ayant contribué de façon significative aux travaux de l'UNESCO

Marshall WM. Conley
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Paul Gérin-Lajoie
Montréal (Québec)

Albert Millaire
Montréal (Québec)

Kim Phuc
Ajax (Ontario)

Douglas Roche
Edmonton (Alberta)

Swee-Hin Toh
Costa Rica